



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
18 mars 2010
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-deuxième session

Bonn, 31 mai-9 juin 2010

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Article 6 de la Convention

Rapport sur les travaux de l'atelier régional européen consacré à l'article 6 de la Convention

Note du secrétariat

L'atelier régional européen consacré à l'article 6 de la Convention s'est tenu à Stockholm (Suède) du 18 au 20 mai 2009. Les participants ont procédé à un échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre des programmes et activités nationales d'éducation et de sensibilisation. Ils ont examiné les moyens et les stratégies qui permettraient de renforcer et d'étendre ces activités, en particulier pour faciliter l'application d'un nouvel accord sur l'évolution du climat qui pourrait être conclu à Copenhague en décembre 2009. Les participants ont recommandé une liste de questions qui pourraient être examinées pour promouvoir et renforcer l'application de l'article 6 et l'exécution du programme de travail de New Delhi dans la région de l'Europe.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
A. Mandat.....	1–2	3
B. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	3	3
C. Rappel.....	4–5	3
II. Délibérations.....	6–16	4
III. Résumé des exposés.....	17–50	5
IV. Principaux résultats des débats.....	51–63	14
V. Questions à suivre et à examiner plus avant	64	16

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa huitième session, la Conférence des Parties a adopté le programme de travail de New Delhi¹, un programme quinquennal sur l'application de l'article 6 de la Convention. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), à sa vingt-septième session, a reconnu que ce programme de travail s'était révélé un cadre d'action approprié², et que les ateliers régionaux sur l'article 6 organisés pendant la période quinquennale avaient contribué à le faire progresser en apportant d'utiles contributions aux travaux relatifs à l'article 6 au niveau national et en définissant les actions complémentaires à mener éventuellement aux niveaux national, sous-régional et régional³.

2. La Conférence des Parties, à sa trentième session, a adopté le programme de travail de New Delhi modifié et l'a prolongé de cinq ans⁴. Le secrétariat a été prié d'organiser des ateliers thématiques régionaux et sous-régionaux pour mettre en commun les enseignements tirés et les meilleures pratiques, avant l'examen intermédiaire du programme de travail en 2010⁵.

B. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. Le SBI pourrait s'appuyer sur les informations contenues dans le présent rapport pour déterminer les questions à étudier plus avant et formuler des recommandations sur les mesures à prendre.

C. Rappel

4. Le programme de travail de New Delhi indique le champ couvert par les activités découlant de l'article 6 et constitue la base de ces dernières, conformément aux dispositions de la Convention. Il doit constituer un cadre souple pour une action impulsée par les pays, qui réponde aux besoins et aux situations propres aux Parties et corresponde à leurs priorités et initiatives nationales. Dans ce cadre, les Parties ont arrêté une liste d'activités qui pourraient être entreprises aux niveaux national et régional pour renforcer les programmes d'éducation et de formation axés sur le climat, faciliter l'accès aux informations sur les changements climatiques, et élargir leur diffusion ce qui favoriserait la participation du public aux activités concernant les changements climatiques.

5. Lorsque les Parties conçoivent et mettent en œuvre des activités relevant de l'article 6, elles devraient s'efforcer d'améliorer la coopération et la coordination aux niveaux international et régional, notamment en désignant des partenaires et des réseaux incluant d'autres Parties, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales (ONG), le secteur privé, le gouvernement central et les administrations locales, ainsi que les organisations communautaires, et de promouvoir et faciliter l'échange d'informations et de documents ainsi que de données d'expérience et de bonnes pratiques.

¹ Décision 11/CP.8.

² FCCC/SBI/2007/34, par. 51 a).

³ FCCC/SBI/2007/34, par. 51 b).

⁴ Décision 9/CP.13.

⁵ Décision 9/CP.13, annexe, par. 29 c).

II. Délibérations

6. L'atelier régional européen consacré à l'article 6 de la Convention s'est tenu à Stockholm (Suède) du 18 au 20 mai 2009. Il était financé et accueilli par le Gouvernement suédois et organisé par le secrétariat en coopération avec l'Agence suédoise de protection de l'environnement.

7. Des experts nationaux, régionaux et internationaux avaient été invités à présenter des communications et à participer aux débats. Trente-sept experts représentant 23 pays européens ont participé, ainsi que les représentants de plusieurs organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des jeunes.

8. L'atelier a été présidé par la Présidente du SBI, M^{me} Liana Bratasida. Il a été ouvert par M^{me} Eva Lindé du Ministère suédois de l'environnement, qui a évoqué les préparatifs en vue de la présidence de l'Union européenne par la Suède de juillet à décembre 2009. M^{me} Kerstin Heikenfeldt de l'Agence suédoise de protection de l'environnement, M^{me} Bratasida et un représentant du secrétariat ont souhaité la bienvenue aux participants.

9. L'atelier a comporté sept séances. La séance d'ouverture tenue le premier jour a consisté à fournir des informations générales sur l'article 6 et le programme de travail de New Delhi. Elle avait aussi pour but de définir les objectifs de l'atelier et de présenter les travaux du Groupe d'experts européens sur l'article 6 qui a été créé lorsque la République tchèque assurait la présidence de l'Union européenne pour améliorer les informations et la communication visant à élaborer un nouvel accord sur les changements climatiques à Copenhague en décembre 2009 et à servir de base à l'organisation de l'atelier. Le groupe d'experts a exposé les critères appliqués pour sélectionner les «bonnes pratiques», lesquels ont été élaborés dans le cadre d'une enquête sur les pratiques actuelles en matière de communication avec l'appui du Green Spider Network. Les bonnes pratiques devraient répondre aux critères suivants:

- a) Revêtir un caractère novateur pour ce qui est des méthodes, des groupes cibles et des moyens utilisés;
- b) Être efficaces en termes du nombre de personnes atteintes et des réductions du niveau des émissions de gaz à effet de serre (GES);
- c) Pouvoir être reproduites dans d'autres pays de la région;
- d) Être efficaces par rapport à leur coût.

10. À la 2^e séance, des organismes des Nations Unies ont présenté des exposés sur leurs activités qui visent à améliorer les connaissances des enfants et des jeunes sur les questions relatives aux changements climatiques et leur participation.

11. À la 3^e séance, les participants ont examiné les moyens d'encourager les médias à couvrir les changements climatiques et une courte session de formation a eu lieu pour compléter l'exposé présenté par une société de communication privée.

12. La 4^e et dernière séance tenue le premier jour avait pour but de promouvoir l'utilisation du CC:iNet, le Centre d'échange d'informations sur les réseaux d'information de la Convention⁶ et d'assurer une formation à ce sujet.

13. La première partie du deuxième jour a été consacrée à l'examen d'études de cas qui ont été présentées par des Parties (Belgique, Espagne, Fédération de Russie, France, Géorgie, Italie, Pays-Bas et Suède), des organisations intergouvernementales (la

⁶ <http://unfccc.int/ccinet>.

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)), des ONG (Centre Veronica Hostetin, WECF-Femmes en Europe pour un avenir commun (Women in Europe for a Common Future (WECF) (GenderCC), le Réseau sur les femmes et l'évolution du climat – les femmes pour la justice en matière de climat) et des organismes du secteur privé (groupe Casino, France). On trouvera au chapitre III un résumé des communications présentées pendant les cinq premières séances.

14. Les solutions et les stratégies qui permettraient de renforcer et d'élargir les activités d'éducation et de sensibilisation ont été examinées dans l'après-midi du deuxième jour par trois sous-groupes chargés des six éléments de l'article 6; elles couvraient des questions relatives, entre autres, aux critères applicables pour identifier les bonnes pratiques, les principaux groupes cibles, les lacunes, les besoins qui pourraient découler d'un nouvel accord sur les changements climatiques et les domaines d'amélioration possibles. Un résumé de ces débats est présenté au chapitre IV.

15. À la séance finale le dernier jour, les participants ont réuni les conclusions des sous-groupes et formulé un certain nombre de recommandations relatives aux solutions envisageables qui sont présentées au chapitre V.

16. Tous les exposés sont affichés sur le site Web de la Convention⁷. Des informations supplémentaires, y compris les émissions sur le Web des séances plénières, figurent sur le site de l'Agence suédoise de protection de l'environnement⁸.

III. Résumé des exposés

1. **Bonnes pratiques au niveau international: améliorer la sensibilisation et la participation des enfants et des jeunes aux questions concernant les changements climatiques**

17. Les jeunes sont d'ardents défenseurs de la protection de l'environnement, comme l'ont montré leurs contributions au Sommet mondial pour le développement durable et comme on l'a signalé dans le Rapport mondial sur la jeunesse (2005) dans une section spéciale sur l'environnement⁹. Le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable tient compte de la nécessité de promouvoir et de favoriser la participation des jeunes aux programmes et activités concernant le développement durable.

18. Des associations de jeunes se sont créées et développées autour de la question des changements climatiques et sont devenues des points de ralliement de la jeune génération, avec des centaines d'initiatives locales et de campagnes nationales dans tous les pays du monde. Des réunions internationales ont offert aux jeunes de différents contextes des possibilités d'échange d'expériences. Des jeunes ont assisté aux négociations sur le climat depuis le Sommet de la terre de Rio en 1992 et leur action s'est traduite par une vaste couverture médiatique et la mobilisation de milliers d'autres jeunes. On estime que 100 à 200 jeunes ont participé à la treizième session de la Conférence des Parties et quelque 500 à la quatorzième session tandis que plus de 1 000 sont attendus à la quinzième session à Copenhague.

⁷ <http://unfccc.int/4834>.

⁸ <http://www.naturvardsverket.se/en/In-English/Menu/Climate-change/European-Regional-Workshop-on-Article-6-of-the-Convention/>.

⁹ <http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/ch05.pdf>.

19. Le secrétariat a présenté le cadre «Growing Together in a Changing Climate», une initiative interinstitutions des Nations Unies conduite par le secrétariat de la FCCC, qui a pour but de faciliter la coordination et la mise en œuvre d'initiatives et de projets destinés aux enfants et aux jeunes dans leurs pays respectifs et d'accroître leur participation aux processus intergouvernementaux et activités connexes entreprises au sein du système des Nations Unies. Cette initiative s'appuie sur les mécanismes interinstitutions déjà existants et en voie de création, notamment le cadre de coopération interinstitutions du comité de haut niveau, de la Youth and United Nations Global Alliance (YUNGA) et du Youth Development Network (YDNet).

20. Le représentant de l'UNICEF au Danemark a fait observer que nos enfants hériteront des problèmes climatiques et qu'il est donc normal qu'ils aient leur mot à dire sur la question. Le Children's Climate Forum de 2009, accueilli par la municipalité de Copenhague et l'UNICEF, a lieu du 30 novembre au 4 décembre 2009 avant la quinzième session de la Conférence des Parties. Des jeunes de 14 à 17 ans venant du monde entier y participeront. Ils auront déjà acquis dans leurs pays une certaine expérience des questions de climat et de démocratie. Avant la réunion, ils participeront à des scénarios de communautés numériques et d'apprentissage en ligne. La principale plate-forme de communication sera le site Web mondial des jeunes et du climat¹⁰ créé par la section des jeunes du Département de la communication de l'UNICEF en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Cette plate-forme sera utilisée pour la mise en réseau du processus préparatoire, des activités de plaidoyer et de l'échange de connaissances avant, pendant et après la réunion.

21. Le Children's Forum produira une déclaration exposant les préoccupations et le point de vue des enfants sur ce que devraient être les réponses et démarches mondiales face aux changements climatiques, qui sera présentée au Président de la quinzième session de la Conférence des Parties. Tous les enfants participants doivent s'engager à servir d'ambassadeurs du climat pendant un an lorsqu'ils retourneront dans leurs pays après le Forum.

22. Un représentant du Ministère suédois de l'environnement et ancien Président du Groupe des jeunes de la Commission du développement durable a décrit comment les jeunes avaient participé au Sommet mondial pour le développement durable et la manière structurée dont la Commission du développement durable des Nations Unies les associe à ses délibérations officielles. Il a aussi décrit le rôle des jeunes dans les négociations internationales et indiqué pourquoi leur présence est importante. Il a souligné que les gouvernements devaient aider financièrement les associations de jeunes à participer au processus de la Convention.

2. Bonnes pratiques visant à inciter les médias à soulever la question de l'évolution du climat

23. Une société suédoise de communication a fait un exposé interactif sur le pouvoir de la communication et engagé les participants à se demander comment communiquer sur l'évolution du climat. Elle a fait remarquer qu'en Suède les médias constituent pour cela un moyen efficace: un sondage d'opinion a montré que 67 % de la population comptaient sur les médias pour être informés dans ce domaine et il semble y avoir une corrélation entre le degré d'information sur les changements climatiques obtenu grâce aux médias et les changements de comportement positifs de la population pour réduire ses émissions.

¹⁰ www.uniteforclimate.org.

24. Les participants ont examiné les différences observées dans les divers pays de la région européenne pour ce qui est du rôle des médias, de la connaissance des journalistes et des médias en matière de changements climatiques et de leur sensibilisation et ils ont conclu à la nécessité de diversifier les démarches et stratégies de communication. Ils ont fait remarquer qu'on ne constatait pas encore de fatigue médiatique pour les questions relatives aux changements climatiques et qu'il était possible d'améliorer le niveau et les connaissances des médias dans tous les pays. On trouvera ci-après quelques exemples de bonnes pratiques tirées de l'expérience des participants pour communiquer aux médias des informations sur les changements climatiques:

- a) «Fournir des informations faciles à comprendre – Présenter les questions difficiles dans des termes que chacun comprenne et utiliser des images et des symboles permettant une visualisation;
- b) Utiliser des chiffres et des figures qui sont l'outil favori des médias, car ils permettent des comparaisons avec d'autres données et sur plusieurs périodes;
- c) Fournir des informations localisées – Les îles du Pacifique qui s'enfoncent dans l'océan ne sont pas considérées comme une question climatique prioritaire dans la ville où vous habitez. Fournissez des informations et des suggestions concernant le plus possible la situation locale, en particulier lorsque l'adaptation est une préoccupation nationale;
- d) Aspects financiers – De nombreuses mesures de réduction des émissions présentent souvent des avantages annexes pour les ménages et leur permettent de réaliser des économies. Soulignez ce fait pour accroître la couverture médiatique et l'intérêt suscité auprès de la population;
- e) Faire participer d'autres parties prenantes – En faisant participer d'autres parties prenantes à votre communication sur le climat, vous montrerez aux médias que le message intéresse aussi d'autres personnes, notamment des personnalités connues».

25. Les participants sont convenus qu'il était important d'élaborer un plan de relations publiques pour communiquer avec les médias sur la question des changements climatiques. Un tel plan aborderait les cinq questions: qui fait quoi, quand, pourquoi et quels sont les résultats attendus. Les participants se sont ensuite réunis en groupes restreints pour élaborer des plans virtuels mais concrets, ce qui a montré qu'un tel exercice est facile et ne prend pas beaucoup de temps puisque ces groupes ont pu élaborer une stratégie en moins d'une heure.

3. **Échange des bonnes pratiques: CC:iNet, le Centre d'information sur les réseaux d'information de la Convention**

26. Le secrétariat a fait un exposé sur le CC:iNet¹¹. Cette plate-forme Internet a été conçue pour faciliter l'échange d'informations et la coopération entre les Parties, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dont les activités ont trait à l'article 6 de la Convention. Le CC:iNet fournit un ensemble de données sur les programmes, les initiatives et les connaissances spécialisées concernant la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi. On y trouve plusieurs bases de données textuelles et relationnelles indexées, des fonctions de recherche et des liens vers les partenaires, y compris les Parties, les institutions des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dont les activités ont trait à la mise en œuvre de l'article 6.

¹¹ <http://unfccc.int/ccinet>.

27. L'exposé a présenté la mise en œuvre en deux temps, les fonctions actuelles et les étapes prévues pour développer le système et ses informations afin de répondre le mieux possible aux besoins des utilisateurs actuels et d'atteindre un public plus vaste. Ce développement suppose que l'on améliore les fonctions du système, la qualité et le type des informations ainsi que la présentation et l'organisation des matériels. L'exposé s'est achevé par une brève visite du site Web¹² montrant comment un abonné peut ajouter et/ou trouver de l'information.

4. **Bonnes pratiques en matière de sensibilisation du public, de communication et d'accès à l'information sur les changements climatiques**

28. Le représentant des Pays-Bas a présenté la politique énergétique adoptée récemment par son pays, qui s'est engagé à réduire de 30 % ses émissions de GES d'ici 2020 en multipliant par deux le niveau de l'efficacité énergétique et en augmentant de 20 % la proportion des sources d'énergie renouvelables. L'orateur a décrit les campagnes nationales lancées avec l'appui du Gouvernement pour améliorer les connaissances sur l'efficacité énergétique, notamment le programme «Here Climate Campaign»¹³ avec organisation de fêtes de rue et la «marche pour un meilleur climat»¹⁴ qui utilise une stratégie en ligne. Réalisées en collaboration avec diverses ONG et le secteur privé, ces campagnes ont mobilisé de nombreux acteurs dont des enfants et des jeunes, des entreprises (les meneurs et ceux qui lancent la mode), ainsi que des autorités locales et nationales. Pour soutenir cet effort et faire en sorte que les questions relatives aux changements climatiques restent prioritaires dans les programmes politiques et sociaux, d'autres campagnes et initiatives seront lancées avant la quinzième session de la Conférence des Parties. Il s'agira notamment de soutenir des activités à l'intention des villes climatiquement neutres, d'organiser des manifestations médiatiques et d'inviter les jeunes à participer à la quinzième session de la Conférence des Parties.

29. Le représentant de la Belgique a présenté la campagne «Energivores», fondée sur un module informatique élaboré qui permet de calculer le dioxyde de carbone (CO₂) et lancée à la fin de 2006 par la section fédérale belge sur les changements climatiques¹⁵. Le projet vise à encourager une utilisation rationnelle de l'énergie dans les habitations en estimant et en réduisant la consommation énergétique des appareils et matériels en place – tels que les appareils électroménagers, l'éclairage, les voitures, l'isolation des fenêtres et des toits – et en encourageant l'achat et l'installation d'appareils et de matériels à faible consommation. Le calculateur contient des bases de données incluant tous les produits disponibles sur le marché belge et prend en considération une vaste gamme de critères de choix personnels, de paramètres d'utilisation et d'incitations financières. Il indique le gain pour l'environnement (c'est-à-dire la réduction des émissions de CO₂) ainsi que le gain financier (diminution de la facture énergétique). Cette campagne, qui montre des images agrandies des appareils, a été récompensée par de nombreux prix nationaux et internationaux et son site Web a enregistré plus de 500 000 connexions.

30. La communication est un élément essentiel de la sensibilisation et de la participation du public, de l'éducation et de la formation. Dans ce domaine, les différences entre les sexes sont bien connues. En raison de leur rôle social et culturel, les hommes et les femmes communiquent différemment, privilégient des voies de communication différentes et répondent différemment aux offres. Pour illustrer cette question et reconnaissant que, en

¹² Voir *Contributing to CC:iNet - A quick-start guide*. Disponible en ligne à l'adresse suivante: http://unfccc.int/cc_inet/information_pool/simple_search/items/3522.php?displayPool=874.

¹³ <http://www.klimaatstraatfeest.nl>.

¹⁴ www.beterklimaat.nl.

¹⁵ En français www.energivores.be; en flamand www.energievreters.be.

règle générale et malgré leur degré de sensibilisation élevé, les femmes se considèrent comme mal informées des questions d'environnement et participent moins à la planification et à la prise de décisions, un représentant de Gender CC – Women for Climate Justice a présenté une campagne lancée à Berlin en 2007 sur le thème: Les femmes protègent le climat – les femmes exigent la protection du climat. Notre message aux hommes politiques. Il a expliqué que des femmes s'étaient fait photographier arborant des messages tels que: Arrêtez les changements climatiques – De nouvelles valeurs maintenant ou bien: Nous exigeons d'avoir notre mot à dire – La protection du climat est l'affaire de tous.

31. Cette campagne, qui a été étendue ultérieurement au niveau international, a permis aux femmes de s'exprimer et les a mises en avant en soulignant les liens entre les questions d'égalité des sexes et les changements climatiques. Elle a montré que les communications interpersonnelles fonctionnaient très bien parce que la plupart des femmes auxquelles on s'est adressé étaient désireuses de transmettre un message. Les résultats ont fait l'objet d'une exposition et attiré l'attention des médias, y compris de magazines féminins qui ont repris le sujet des changements climatiques. Pour ce qui est du contenu de ces messages, les résultats de diverses enquêtes portant sur le comportement et les préférences des femmes ont été confirmés: dans leur grande majorité, elles ont déclaré rejeter les technologies comme l'énergie nucléaire et préférer les sources d'énergie renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique et estimé que les avancées dans ce domaine résulteraient de profonds changements dans le mode de vie et les comportements.

32. Le représentant de la Suède a décrit comment l'Agence suédoise de protection de l'environnement avait procédé à une enquête auprès de la population pour évaluer ses connaissances en matière de changements climatiques depuis 2002 et ses comportements face à ces changements. Les conclusions de la nouvelle étude faite en 2008 peuvent être résumées comme suit¹⁶:

a) La volonté des Suédois de réduire leurs émissions de GES a continué de se renforcer bien que la question des changements climatiques ne soit plus considérée comme tout à fait aussi importante qu'en 2007 quand elle dominait les récits des médias. En même temps, l'ensemble de la population souhaite être mieux informé des moyens de réduire ces émissions;

b) Les Suédois sont prêts à soutenir les entreprises qui donnent l'exemple face aux changements climatiques mais ils estiment que les efforts de commercialisation axés sur le climat sont insuffisants et aimeraient que les produits et les services respectueux de l'environnement soient indiqués par un étiquetage spécial;

c) Les Suédois considèrent comme «très important» que la population prenne des mesures pour faire face aux changements climatiques.

33. La conclusion générale de cette enquête de 2008 est que la population suédoise reste très motivée en faveur des questions relatives aux changements climatiques et qu'elle est désormais prête à passer des paroles aux actes.

5. Éducation, formation et participation du public

34. L'enseignement scolaire sur les changements climatiques ne se limite pas à des exposés classiques comme l'a montré la présentation d'un jeu de rôle intitulé «Négociations sur les changements climatiques» destiné à des élèves du secondaire supérieur et à des étudiants de Stockholm, en Suède. Quelques étudiants ont tenu des rôles dans lesquels ils

¹⁶ On trouvera le rapport *in extenso* de l'enquête à l'adresse suivante: <http://www.naturvardsverket.se/Documents/publikationer/978-91-620-5905-7.pdf>.

personnifiaient des délégués de différents pays ou d'un groupe de pays participant à une conférence de la Convention pour conclure un nouvel accord sur les changements climatiques. L'objectif était de faire participer les étudiants, de leur donner des capacités d'action et d'améliorer leurs connaissances par les moyens suivants:

a) Leur faire acquérir l'expérience de la coopération et des négociations internationales en matière de changements climatiques et faire apparaître la complexité et la sensibilité d'un processus de négociation;

b) Débattre de la question des changements climatiques et explorer les solutions possibles.

35. Le projet a été élaboré en coopération avec l'ONG Plan Sweden à partir de matériels scolaires trouvés sur le Web couvrant les questions environnementales, économiques et sociales, la coopération et les politiques internationales, les droits de l'homme et la justice mondiale. Le jeu de rôle comprend trois phases:

a) Une phase préparatoire au cours de laquelle les étudiants passent en revue les causes et les incidences des changements climatiques, étudient les situations et les capacités propres à chaque pays et préparent des rapports de situation, des déclarations et des décisions;

b) Participation à la conférence, y compris les formalités d'accueil et la cérémonie d'ouverture, les négociations et les groupes de travail ainsi que la cérémonie de clôture;

c) La réunion de compte rendu au cours de laquelle les étudiants évaluent ce qu'ils ont appris en participant à ce jeu, déterminent les facteurs critiques propices ou au contraire défavorables à la conclusion d'un accord et décident s'ils peuvent appliquer les connaissances ainsi acquises à des situations réelles.

36. De nombreuses ONG ont des programmes sur les changements climatiques qui visent à renforcer la sensibilisation et à transformer les connaissances en compétences pratiques, comme l'a illustré le représentant de l'ONG tchèque Ecological Institute Veronica¹⁷, qui a présenté un exposé sur les programmes éducatifs fondés sur la recherche de solutions pratiques. L'orateur a évoqué principalement une initiative du Centre Veronica Hostetin mis en œuvre à Hostetin, un village de 240 habitants dans les Carpates, qui coopère avec la municipalité et d'autres partenaires pour concevoir et exécuter des projets modèles concernant le développement durable. Ces projets réduisent de 1 600 tonnes les émissions de CO₂ annuelles et profitent à l'économie locale. Ils comprennent la construction d'habitations passives, l'installation de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, des installations de chauffage par la biomasse et des stations d'épuration par roselières, l'utilisation de systèmes d'éclairage public basse consommation et la production de jus de pomme biologique. De ce fait, le village est presque autosuffisant en ressources énergétiques renouvelables.

37. L'expérience tirée de ces projets modèles est en cours d'examen et les résultats sont publiés et diffusés à un large public. Le village accueille en moyenne 5 000 visiteurs par an – experts et profanes, adultes et enfants. Le présentateur a insisté sur le fait que le développement durable était l'élément clef des modules éducatifs du Centre et a souligné la nécessité de combiner les avantages économiques, sociaux et environnementaux.

38. Dans certains cas, le secteur privé est lui aussi décidé à faire face aux changements climatiques, c'est ce qu'a décrit un représentant du grand magasin français Casino qui a

¹⁷ www.veronica.cz, www.hostetin.veronica.cz.

exposé les mesures prises dans ce domaine, notamment l'introduction d'un étiquetage environnemental indiquant les émissions de CO₂ générées par un produit de la marque Casino aux différentes étapes de son cycle de vie (production agricole, fabrication, transport, emballage et distribution). L'empreinte carbone Casino est un indice calculé en équivalent CO₂ pour 100 g de produit fini. La méthode de calcul a été élaborée scientifiquement par un organisme indépendant et approuvée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) qui fournit un appui financier et technique à ce projet. Le but de cet indice est double:

- a) Informer les consommateurs de l'impact de leurs choix sur l'environnement et les aider à s'orienter vers des produits plus écologiques;
- b) Améliorer la qualité des produits Casino sur le plan de l'environnement grâce à un projet global dans lequel interviennent activement tous les secteurs de l'entreprise: achats, assurance-qualité et magasins en partenariat avec des fournisseurs, de grandes sociétés et des petites et moyennes entreprises.

39. Afin de vérifier l'utilité de cet indice et de mieux connaître leurs points de vue et les préférences qu'ils affichent, Casino a soumis près de 1 000 consommateurs à une enquête au cours des six premiers mois suivant l'introduction de cet étiquetage. L'entreprise prévoit d'étendre cet étiquetage à tous ses produits de marque d'ici à la fin de l'année. Cette initiative, qui bénéficie d'un appui du Gouvernement, est la première réponse concrète aux préoccupations nationales en matière d'environnement visant à changer le comportement des consommateurs français.

40. Comme l'a indiqué le représentant de l'Italie, l'échange de bonnes pratiques en matière de communication sur les questions relatives aux changements climatiques est un point de départ important pour comparer les initiatives relevant de l'article 6 et évaluer leur possibilité d'application dans différents contextes. À l'appui des travaux du Groupe d'experts européens sur l'article 6 mentionnés au paragraphe 9 ci-dessus, une enquête a été faite en Italie afin de chercher et de réunir des informations sur les pratiques en matière d'éducation et de sensibilisation aux changements climatiques. Ces pratiques, recueillies aux niveaux national, régional et local et couvrant différents domaines d'intervention, ont été examinées et évaluées selon les critères définis au paragraphe 9 ci-dessus. Un choix de plus de 80 bonnes pratiques peut être consulté dans la base de données Sinanet de l'Institut italien de protection et de recherche environnementale (ISPRA)¹⁸, (taper les mots «riduzione delle emissioni di gas serra»). Toutes les bonnes pratiques recensées au cours de l'enquête pourraient être incluses dans la communication nationale présentée par l'Italie au titre de la Convention. Sur la base de cette expérience, d'autres études sont menées par l'ISPRA afin de mettre au point de nouvelles méthodologies et des méthodes de communication novatrices grâce à des technologies, des procédures et des instruments nouveaux.

41. Les représentants de la Fédération de Russie ont insisté sur le rôle clef que jouent l'éducation et la formation dans la sensibilisation et la participation du public aux questions relatives aux changements climatiques. Ils ont présenté le programme de l'Université hydrométéorologique d'État de Saint-Pétersbourg qui offre des cours de formation professionnelle supérieure de tous niveaux conduisant au grade de bachelier, de licencié et de docteur ès sciences dans le domaine des études environnementales. Des activités sont proposées à un groupe cible formé (élèves de l'enseignement secondaire) ainsi qu'à l'ensemble de la population. Les présentateurs ont décrit les méthodes de formation, qui

¹⁸ http://www.sinanet.apat.it/it/gelso/bancaDati/bancaDati/ricerca/index_html. La base de données complète contenant les bonnes pratiques en matière de développement durable peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.sinanet.apat.it/it/gelso>.

comprennent des conférences, des ateliers, des colloques et l'application de technologies de l'information modernes, par exemple la conférence par Internet sur les changements climatiques et leurs effets donnée par l'Université de février à avril 2009. Ils ont décrit aussi le mécanisme de retour d'informations des participants qui a été mis en place, y compris des études de cas d'effets des changements climatiques à l'échelle régionale.

42. Communiquer sur un sujet aussi grave que les changements climatiques ne signifie pas nécessairement l'envoi de messages sur un ton dramatique, comme l'a montré le représentant de la France qui a présenté deux exemples efficaces de jeux sur Internet: Climcity¹⁹ et Ecoville²⁰. Climcity, dont l'objectif est d'aider les collectivités à atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES pour la France en diminuant la consommation d'énergie tout en s'adaptant aux nouvelles conditions climatiques, est destiné aux autorités locales à qui il est demandé d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'aménagement du territoire qui tiennent compte du climat. Ecoville est un module du projet Kyoto in the Home cofinancé par le programme «Énergie intelligente pour l'Europe» de la Commission européenne²¹ pour le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce projet a pour but de rassembler les méthodes et les outils de communication et d'éducation utilisés dans les pays participants²². Le jeu consiste à construire une ville de 15 000 habitants qui soit la plus efficace possible sur le plan énergétique afin de réduire les émissions.

43. Le Secrétaire de la Convention d'Aarhus de la CEE a présenté un bref exposé sur la Convention et ses liens avec l'article 6. Il a souligné que tous les citoyens avaient un rôle crucial à jouer face aux changements climatiques et que le renforcement de leur participation aux prises de décisions dans ce domaine augmenterait la légitimité ainsi que l'efficacité des décisions prises ainsi que leurs chances d'être effectivement appliquées. Rappelant les synergies qui existent entre les deux conventions, il a fait remarquer que la plupart des États de la région européenne étaient Parties à la Convention d'Aarhus et donc juridiquement tenus de prendre des mesures pour renforcer l'application de l'article 6, notamment les éléments relatifs à l'accès à l'information et à la participation du public.

44. Le Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (RRTP) de la Convention d'Aarhus est aussi un moyen de promouvoir une transparence accrue et d'augmenter la responsabilité publique pour ce qui est des émissions de GES, complétant et appuyant les mécanismes d'établissement des rapports mis en place au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto. Le Protocole sur les RRTP, qui doit entrer en vigueur avant la fin 2009, exigerait que les exploitants d'établissements potentiellement pollueurs établissent des rapports annuels obligatoires par établissement sur les émissions d'un grand nombre de polluants, dont les principaux GES, les données notifiées étant inscrites dans un registre national que le public pourrait consulter sur Internet. L'orateur a présenté brièvement la stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, adoptée en 2005, et décrit les principales activités entreprises à ce titre sur l'évolution du climat. Il s'agit notamment de l'organisation d'une session interactive du Comité directeur de la CEE pour la stratégie, qui aurait lieu en mars 2010 et traiterait de la mise en œuvre de la stratégie.

45. Afin que les parties prenantes puissent participer plus concrètement à l'application de la Convention d'Aarhus, l'UNITAR et la CEE collaborent au sein d'un partenariat pour

¹⁹ <http://climcity.cap-sciences.net>.

²⁰ <http://kyotoinhome.info>.

²¹ <http://ec.europa.eu/energy/intelligent>.

²² Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Slovaquie.

aider les pays intéressés à établir leurs profils nationaux et à préciser les mesures ayant trait à la Convention, axées spécialement sur la gouvernance des changements climatiques. Un représentant de l'UNITAR a présenté cette initiative qui devrait contribuer à la mise en œuvre effective de l'article 6. Un manuel destiné à compléter le National Profile Guidance Document de la CEE/UNITAR, axé sur la gouvernance des changements climatiques, est en cours d'élaboration.

46. Les participants ont reconnu que la négociation, la conception et la mise en œuvre d'un régime applicable aux changements climatiques après 2012 créent des besoins et des possibilités sans précédent en matière de sensibilisation, de formation et d'acquisition de compétences à tous les niveaux de gouvernance, dans tous les secteurs administratifs et au sein même du système des Nations Unies. Comme l'a indiqué le représentant de l'UNITAR, la plate-forme de services de formation «Unité d'action des Nations Unies» en matière de changements climatiques (UNCC: Learn), que développe actuellement l'UNITAR, sera mise à la disposition des institutions des Nations Unies et des États Membres pour leur fournir un guichet unique d'échange d'informations sur la conception et l'exécution d'activités de formation concrètes en vue d'objectifs précis. Cette plate-forme concerne trois types d'activités et de services: gestion et mise en réseau des connaissances, élaboration d'un module de formation cohérent «Unité d'action des Nations Unies» sur les changements climatiques et cours de formation.

6. Coopération internationale et régionale

47. Les participants ont reconnu l'utilité des partenariats et le rôle important que peuvent jouer les ONG internationales pour renforcer les capacités nationales. Un représentant de WECF²³, un réseau de plus de 100 femmes et ONG qui s'occupent de l'environnement dans plus de 40 pays de l'Union européenne et de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, a présenté le programme régional de renforcement des capacités en matière d'énergie durable. Les principaux éléments de la stratégie de WECF sont les suivants:

- a) Faire participer toutes les parties prenantes importantes (coopération avec les autorités, les hommes politiques, les entrepreneurs, les spécialistes scientifiques, assurer la participation du public et des communautés locales, etc.);
- b) Donner des moyens d'action aux femmes et aux hommes, en accordant une attention particulière à la situation des femmes car il est fréquent que leur point de vue ne soit pas pris en considération;
- c) Travailler dans le contexte social, en tenant compte de la parité hommes-femmes et des aspects sanitaires;
- d) Renforcer les marchés locaux et les organisations de la société civile;
- e) Établir des liens entre la pratique et les politiques adoptées – passer du niveau local au niveau national/international.

48. L'orateur a ensuite présenté plusieurs études de cas et activités s'inscrivant dans le cadre de ce programme de renforcement des capacités dont trois programmes de formation axés sur l'échange de connaissances et d'expériences, les changements climatiques, les initiatives concernant l'énergie durable et l'approvisionnement local en énergie durable et l'accès à l'énergie. Ces programmes tiennent compte des expériences et des besoins locaux et comportent un ensemble d'exposés, d'excursions, d'ateliers, de débats et d'exercices pratiques. Diverses parties prenantes, notamment des représentants d'universités, des

²³ <http://www.wecf.eu>.

autorités locales, d'ONG et des experts sont intervenues à titre de formateurs et de présentateurs.

49. Le représentant de l'Espagne a présenté le réseau espagnol «Response to Climate Change from the fields of Communication and Education» qui pourrait servir de modèle de réseau de coopération régionale. Créé en 2004 dans le cadre d'une initiative conjointe du Bureau espagnol des changements climatiques et du Centre national d'éducation à l'environnement, ce réseau fonctionne comme un groupe de travail avec les objectifs suivants:

- a) Analyser les progrès réalisés en Espagne pour mettre en œuvre l'article 6;
- b) Évaluer les liens entre l'efficacité des mesures, la manière dont les politiques sont appliquées et les initiatives visant à réduire les effets des changements climatiques;
- c) Encourager les échanges d'idées et d'expériences ainsi que la création de partenariats.

50. Faisant suite à des propositions émanant du réseau, plusieurs projets sont en cours avec l'appui financier et technique du Ministère espagnol de l'environnement, par exemple la publication en 2008 d'un guide pratique sur la communication concernant les changements climatiques et l'élaboration d'un cours d'éducation à l'environnement et aux changements climatiques.

IV. Principaux résultats des débats

1. Sensibilisation et participation du public et accès à l'information

51. Les participants ont débattu de l'importance de ces trois piliers de l'article 6 et se sont demandé s'il convenait de lancer de nouvelles initiatives dans ce domaine pour appuyer un nouvel accord mondial sur les changements climatiques qui pourrait être conclu à la quinzième session de la Conférence des Parties. Ils ont souligné qu'il serait peut-être nécessaire d'intensifier les efforts d'information et de sensibilisation et que la population avait le droit d'être associée à ces activités dans la mesure où, pour être efficace, un accord exigerait d'importants changements des modes de vie risquant d'augmenter l'opposition et le déni face aux changements climatiques. La participation du public est nécessaire pour définir et mettre en œuvre des politiques et des mesures appropriées.

52. Les participants ont reconnu que la mise en œuvre de la Convention d'Aarhus pourrait renforcer la participation du public et l'accès à l'information sur les questions relatives aux changements climatiques dans la région de l'Europe. Ils sont convenus que le processus national d'auto-évaluation CEE/UNITAR qui avait été présenté pendant l'atelier (voir par. 45 ci-dessus) pourrait être utilisé pour déterminer, en consultation avec toutes les parties prenantes, les nouvelles mesures à prendre pour appuyer la mise en œuvre de la Convention d'Aarhus.

53. Les participants ont fait observer que certains pays d'Europe où l'évolution du climat n'est pas prioritaire dans le programme politique et social en raison du faible engagement de la population et de l'absence d'incidences observées localement, devraient centrer les efforts sur la sensibilisation et établir des liens entre d'une part les stratégies de sensibilisation et de participation du public aux questions de changements climatiques et d'autre part les stratégies de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Les participants sont convenus aussi que dans certains pays européens des ressources financières devaient être affectées spécialement aux activités ayant trait à l'article 6.

54. Dans les pays où le degré de sensibilisation est élevé, comme en Suède, les efforts devraient être axés, d'après les participants, sur la fourniture à la population d'outils et

d'informations pratiques tels que l'étiquetage écologique des produits ou des informations sur les émissions des aéronefs, pour lui permettre de faire face aux changements climatiques et de prendre des décisions en connaissance de cause. Il a été noté aussi que l'intervention des gouvernements et une réglementation étaient nécessaires pour faire les bons choix, par exemple rendant plus onéreuse ou plus difficile l'adoption de solutions non respectueuses de l'environnement. Les participants sont convenus que la création d'un environnement propice et la fourniture d'informations devaient aller de pair.

55. S'agissant des publics cibles et des messages les plus appropriés, les participants ont noté les principaux points suivants:

a) Il n'existe pas de stratégie universelle. Chaque pays devrait élaborer une stratégie nationale de communication sur le climat en consultation avec les principaux groupes cibles;

b) Toute stratégie de communication devrait prévoir la diffusion systématique d'informations appropriées sur les changements climatiques aux niveaux national, infranational et local afin d'encourager la participation et de créer une base d'action;

c) Dans le contexte de l'après-2012, les messages n'exigeant qu'un léger effort (par exemple éteindre les lumières) risquent de conduire à un optimisme excessif et de ne pas être suffisamment forts pour inciter aux changements de comportement requis;

d) Les messages doivent avoir un caractère positif, par exemple faire référence aux avantages annexes tels qu'améliorer la santé ou réaliser des économies;

e) Les messages doivent s'adresser aux femmes et aux hommes en leur faisant prendre conscience de leurs différences concernant leurs rôles, leurs attitudes, leurs préférences et leurs compétences, et contribuer à surmonter les limitations qui en découlent.

56. Les participants ont examiné les aspects de la communication qui concernent la parité et ont reconnu qu'ils affectent aussi les questions traitées et exigent l'emploi de médias et de canaux de communication adéquats. Ils ont noté que la formulation des messages dans un langage qui s'adresse à l'un et l'autre sexe en tenant compte de leurs différences est un élément clef de la communication dans ce domaine.

2. Éducation et formation

57. Les participants ont examiné et recensé les critères de réussite ou les indicateurs d'efficacité des activités d'éducation et de formation en matière de changements climatiques, y compris le degré de sensibilisation des fonctionnaires, la création de centres de formation, le niveau de qualification des formateurs, le passage des connaissances théoriques à des compétences pratiques et une démarche pluridisciplinaire.

58. Ils ont reconnu que, selon les pays, l'éducation à l'environnement – portant aussi sur les aspects relatifs aux changements climatiques – ne faisait pas toujours partie intégrante de l'enseignement primaire et secondaire comme on pourrait le souhaiter. Ils ont reconnu que ces questions étaient davantage traitées dans l'enseignement supérieur et recommandé que ces efforts soient poursuivis. Ils ont débattu de la nécessité d'équilibrer l'enseignement scolaire et non scolaire et sont convenus que ce dernier devait être réservé à des contextes non scolaires.

59. Les participants ont souligné l'importance de la formation pour les secteurs, les politiques ou les projets suivants: questions pluridisciplinaires et politiques transversales, projets en matière d'adaptation et d'atténuation des effets; secteurs de l'énergie, des transports et du bâtiment; foresterie, agriculture, affectation des sols et zones vulnérables; éducation et santé; élaboration de scénarios sous-régionaux (simulation grâce à des modèles).

60. Les participants ont indiqué qu'ils assuraient une formation en s'appuyant sur des ressources et établissements très divers allant des services administratifs, des universités et des écoles aux ONG et au secteur privé. Les obstacles les plus graves auxquels ils sont confrontés sont, selon les situations nationales, le manque de moyens financiers et d'experts qualifiés, l'absence de vision, la lourdeur de la bureaucratie, la complexité de ces questions, le manque de motivation du secteur privé et le fait que les changements climatiques ne sont pas considérés comme une priorité. Ils ont envisagé les moyens de les surmonter, à savoir disposer de ressources financières, renforcer la sensibilisation du public et insister sur les incidences locales des changements climatiques.

61. Pour évaluer la pertinence et la faisabilité d'une stratégie régionale de formation aux changements climatiques, les participants ont étudié la diversité régionale et ont décidé qu'une telle stratégie serait à la fois réalisable et utile pour remédier aux préoccupations et aux lacunes communes.

3. Coopération internationale et régionale

62. Les participants ont souligné l'importance de la coopération internationale et régionale pour appuyer la mise en œuvre de l'article 6 et ont reconnu que cet article pourrait établir un lien entre les questions de parité entre les sexes et les questions touchant à l'évolution du climat. Ils ont déterminé plusieurs modes de coopération, y compris entre les pays d'une région, entre les régions et selon les sujets traités.

63. Les participants ont évoqué la nécessité d'améliorer la coordination et la synergie entre les organismes internationaux et régionaux afin d'éviter la duplication des efforts, et de renforcer les stratégies de communication pour faire en sorte qu'elles soient conçues en fonction des besoins des pays. Ils ont formulé des recommandations visant à renforcer la mise en réseau et l'échange d'informations, notamment:

- a) Mise en place de coordonnateurs pour l'article 6 dans tous les pays. Les organisations non gouvernementales et intergouvernementales susceptibles d'être désignées pour remplir ce rôle devraient se présenter d'elles-mêmes aux gouvernements;
- b) Échange de méthodologies et de sources d'information;
- c) Renforcement des fonctions et de la convivialité du CC:iNet;
- d) Échange de bonnes pratiques (y compris celles qui ont été évoquées au cours de l'atelier) dans une publication qui serait disponible par voie électronique et sans restrictions de droits d'auteur.

V. Questions à suivre et à examiner plus avant

64. Les participants sont convenus d'un certain nombre de recommandations proposées par le Président pour faciliter la mise en œuvre du programme de travail de New Dehli dans la région de l'Europe. Elles concernent les mesures suivantes:

- a) Renforcer la place des questions relatives aux changements climatiques dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux;
- b) Élaborer des directives à l'intention de ceux qui conçoivent les stratégies nationales de communication;
- c) Mettre au point une forme de présentation pour la notification des bonnes pratiques et diffuser celles-ci plus largement;
- d) Renforcer les fonctions et la convivialité du CC:iNet;

- e) Promouvoir le rôle des coordonnateurs nationaux pour l'article 6 et prier instamment les Parties de désigner et d'aider ces coordonnateurs;
 - f) Promouvoir les travaux de la Convention d'Aarhus et les étendre à d'autres régions;
 - g) Inviter les Parties à inclure de jeunes délégués dans leurs délégations nationales et les désigner pour participer aux réunions intergouvernementales;
 - h) Concevoir un mécanisme financier pour faciliter la mise en œuvre des activités d'éducation et de diffusion des connaissances dans les pays qui disposent de peu de ressources.
-